INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 23 mars 2022**

* Les marchés actions européens sont retombés aujourd'hui. L'indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,17% à 6 581,43 points tandis que l'EuroStoxx50 a perdu 1,55% à 3 865,45 points. Le repli était moins prononcé aux Etats-Unis où le Dow Jones reculait de 0,83% vers 17h30. La Bourse de Moscou devrait pour sa part connaitre une réouverture partielle demain. Rien de nouveau n'est pourtant à signaler à propos de la guerre en Ukraine; un sujet de préoccupation que les investisseurs avaient récemment relégué au second plan.
* Joe Biden est attendu à Bruxelles pour assister aux sommets de l'Otan et du G7. A cette occasion, de nouvelles sanctions occidentales pourraient être annoncées à l'encontre de la Russie.
* La séance a été marquée par la détente observée sur les marchés des taux. Après avoir fortement progressé ces derniers jours, les rendements des emprunts d'Etat américain et allemand ont reculé d'un peu plus de 1 point à respectivement 2,37% et 0,49%. Après avoir été dopés par les propos " hawkish " de plusieurs membres de la Fed, les taux ont retrouvé aujourd'hui leur statut défensif. Le secteur bancaire a souffert de ce retournement de tendance.
* En revanche, les cours du pétrole ont poursuivi leur ascension. Le baril de WTI gagnait plus de 5% à 115,28 dollars.
* Les stocks américains de pétrole brut ont baissé de 2,508 millions de barils au cours de la semaine se terminant le 18 mars, selon les dernières données de l'EIA, alors que le marché prévoyait une augmentation de 0,114 million. La semaine précédente, ils avaient augmenté de 4,345 millions de baril. Par ailleurs, les stocks d'essence ont diminué de 2,947 millions de barils, soit la septième semaine consécutive de baisse, s'établissant au-dessus des prévisions des analystes qui anticipaient une baisse de 1,986 million. En fin de journée, le WTI bondit de 5,3% à 115,03 dollars le baril.
* En fin d’après-midi, le rand sud-africain avance de 0,33 % à 0,0677 dollar. En février, l’inflation a atteint 5,7% en rythme annuel en Afrique du Sud. Ce niveau est stable par rapport à janvier et se trouve être légèrement moins élevé que ce que les économistes redoutaient (+5,8%). Ceci étant, l’inflation reste dangereusement proche de la partie haute de la fourchette cible de la Banque centrale sud-africaine (SARB), qui se situe entre 3% et 6%. Cela ne devrait donc pas remettre pas en cause l’annonce (attendue) d’un tour de vis monétaire de 25 points de base ce jeudi.

Les commentaires de la SARB sur la poursuite de sa normalisation monétaire seront alors déterminants pour l'évolution du rand.

* Le Royaume-Uni anticipe désormais une croissance de son PIB de 3,8% pour 2022. Au cours de son traditionnel discours printanier devant la Chambre des Communes, Rishi Sunak, le Chancelier de l'Echiquier, a déclaré qu'il était encore trop tôt pour connaître l'impact complet de la guerre en Ukraine sur l'économie britannique. Mais combiné à une inflation mondiale élevée et à des pressions continues sur la chaîne d'approvisionnement, tous ces éléments vont peser sur la croissance du royaume.

Le gouvernement britannique prévoit ensuite une croissance économique de 1,8% en 2023, puis de 2,1%, 1,8% et 1,7% au cours des trois années suivantes.

Le chômage, déjà à 3,9%, devrait désormais être plus bas, pour chaque année de la prévision, a ajouté le ministre britannique de l'Economie, alors que l'inflation devrait atteindre environ 7,4% cette année.

Il a également annoncé une réduction d'impôts de 6 milliards de livres en faveur de 30 millions de citoyens afin de lutter contre la hausse des prix.

* À compter du 1er avril 2022, l’adhésion à une association professionnelle agréée par l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sera obligatoire pour tous les professionnels qui souhaitent s’immatriculer après cette date à l’ORIAS comme courtiers ou mandataires de courtiers des secteurs de l’assurance et de la banque. Cette obligation sera étendue à partir de 2023 à l’ensemble des professionnels exerçant ces activités.

Lors de sa séance du 22 mars 2022, le Collège de l'ACPR a délivré un agrément à sept associations, dont six en qualité d'associations professionnelles de courtiers en banque et assurance et une association en seule qualité d'association professionnelle de courtiers en assurance.

Il s'agit de la Chambre nationale des conseils experts financiers Assurance; la Compagnie intermédiation en Assurance; Votrasso; ANACOFI Courtage; ENDYA; l'Association française des intermédiaires en bancassurance et la Chambre nationale des conseils en gestion de patrimoine.

**SOCIETES**

* Les valeurs liées au pétrole et plus généralement aux matières premières se sont ainsi distinguées dans le haut des palmarès. Eramet, Vallourec, CGG ou encore Technip Energies ont ainsi dominé l'indice SBF 120.
* En revanche, les valeurs du luxe ont souffert, de même que les spécialistes des centres commerciaux. Unibail-Rodamco-Westfield a terminé à la dernière place de l'indice CAC 40, suivi peu après par LVMH et Kering.
* TotalEnergies (+0,56% à 181 euros) déclare la guerre... à Yannick Jadot. Sur Twitter, la compagnie " multi-énergies " indique avoir pris la décision d'engager une action en diffamation contre le candidat écologiste à l'élection présidentielle qui l'avait accusé au début du mois d'être "complice du président russe Vladimir Poutine et des bombardements de la population civile" en Ukraine.

La veille au soir, la multinationale française a justement annoncé qu'elle mettrait fin à ses achats de pétrole et produits pétroliers en provenance de Russie d'ici la fin de l'année. Le groupe a souligné son respect strict des sanctions européennes actuelles et futures contre la Russie.

TotalEnergies compte assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique gazier du continent européen, dans le cadre défini par les autorités européennes, mais n'apportera plus de capital pour le développement de projets en Russie.

Ces annonces ont peut-être permis à la société dirigée par Patrick Pouyanné de ne pas être cloué au pilori publiquement par Volodimir Zelensky.

Cet après-midi, devant les deux chambres du Parlement français, le président ukrainien a exhorté Renault, Auchan et Leroy Merlin " de cesser d'être les sponsors de la machine de guerre de la Russie, d'arrêter de financer le meurtre d'enfants et de femmes, les viols". "Tout le monde doit se rappeler que les valeurs valent plus que les bénéfices", a également lancé le président ukrainien.

Depuis le début de la guerre, la pression se renforçait sur TotalEnergies qui restait la seule major européenne à poursuivre ses activités en Russie.

La décision de TotalEnergies suffira-t-elle à placer le groupe du bon côté de l'histoire ? Si le groupe abdique pour le pétrole, il maintient ses activités, bien plus importantes, dans le gaz : 30 % de sa production gazière et 40 % de ses réserves se trouvent en effet en Russie, contre 5 % de sa production et 6 % de ses réserves en pétrole. TotalEnergies conserve ainsi ses parts dans Yamal et Arctic LNG 2.

Le groupe français a justifié ce choix en expliquant que, ne pouvant vendre qu'à un acheteur russe, il contribuerait " à enrichir des investisseurs russes en contradiction avec l'objet même des sanctions ". L'histoire jugera.

* 24 heures après BNP Paribas, Crédit Agricole a annoncé hier soir la suspension de ses activités en Russie. En Bourse, le titre de la banque verte a reculé de 1,79% à 10,854 euros, pénalisé comme celui de ses concurrentes par le recul des taux longs. Le groupe Crédit Agricole a précisé avoir cessé tout nouveau financement à des entreprises russes et toute activité commerciale dans le pays depuis le début du conflit. Le 7 mars, la banque avait détaillé son exposition à la Russie et l'Ukraine.

La banque a pris contact avec les entreprises internationales clientes pour déterminer avec elles les modalités de suspension des services qui leur sont rendus localement par sa division de banque d'investissement, Crédit Agricole CIB, pour une mise en œuvre dans les prochaines semaines.

Pour rappel, la filiale de Crédit Agricole CIB présente en Russie comprend 170 collaborateurs russes, n'exerce pas d'activité de banque de détail. Elle a réalisé l'an dernier un résultat après impôt de 3,7 millions d'euros.

S'agissant de l'Ukraine, le groupe souligne que sa priorité, depuis le début de la guerre, est la mise en sécurité et l'apport de soutiens matériels et financiers aux 2400 collaborateurs de Crédit Agricole Ukraine : encore présents sur le territoire, ils restent mobilisés pour permettre la continuité des services essentiels aux clients. Le groupe vient de constituer un fonds solidaire de prévoyance de 10 millions d'euros pour accompagner les collaborateurs touchés de plein fouet par la guerre.

* C’est un grand coup d’accélérateur qu’entend donner Volkswagen (-1,51% à 152,66 euros) en Espagne. Le constructeur automobile allemand va investir plus de 7 milliards d’euros afin d’y prendre le virage électrique. Cela passera par la construction d'une usine de batteries à Sagunto, près de Valence, et l'adaptation des deux usines Seat de Martorell (Catalogne) et Pampelune (Navarre). La nouvelle usine de Sagunto, qui devrait entraîner la création de 3 000 emplois, vise une production de 40 gigawattheures (GWh) par an. Le site devrait ouvrir en 2026.

Ce tournant électrique en Espagne reste toutefois soumis à l'obtention de subventions, a averti Volkswagen.

Au total, le groupe prévoit d'exploiter 6 usines de batteries électriques (" gigafactory ") en Europe d'ici 2030 pour une capacité totale de 240 GWh. Elles seront implantées en Suède (2023), en Allemagne (2025), en Espagne (2026), en Europe de l'Est, et dans deux autres localisations à définir.

Plus tôt dans la semaine, Volkswagen avait annoncé des accords de coentreprises avec des sociétés chinoises afin de sécuriser son approvisionnement en cobalt et nickel, deux matières premières essentielles à la fabrication de batteries électriques.

* Adobe est rétrogradé en queue de l'indice S&P 500, chutant de 8,88% à 425,25 dollars en raison de perspectives décevantes. Si les prévisions globales de profits et de revenus n'ont pas été à la hauteur des attentes, les analystes pointent plus précisément du doigt l'objectif de revenus récurrents annualisés des médias digitaux au deuxième trimestre à 440 millions de dollars. JPMorgan souligne sa décélération par rapport aux 518 millions de dollars de l'année dernière. L’analyste juge que cette baisse ne reflète pas seulement l'impact de la guerre en Ukraine.

Adobe a souligné la faiblesse de l'activité en Europe à la fin du mois de février en raison du conflit en Ukraine, devenant ainsi le premier important éditeur de logiciels a en faire état, souligne UBS.

Adobe a précisé que la guerre en Ukraine réduira ses revenus de 75 millions de dollars sur l'exercice et pèsera à hauteur de 85 millions de dollars sur ses revenus récurrents annualisés des médias digitaux. Le 4 mars 2022, la firme technologique avait annoncé l'arrêt de toutes les nouvelles ventes de produits et services Adobe en Russie et au Belarus.

* Avec ses partenaires TotalEnergies/Saft et Mercedes-Benz, Stellantis (-1,58% à 14,588 euros) soutient le plan de développement de leur coentreprise Automotive Cells Company (ACC) visant à transformer l’usine de Stellantis située à Termoli (Italie) en un nouveau site de production de batteries. Il s’agira du troisième site de production d’ACC. Un protocole d’accord avait été signé en mars 2021 entre ACC et les autorités italiennes. En parallèle, les trois partenaires se sont de nouveau engagés à augmenter la capacité industrielle d’ACC pour atteindre au moins 120 GWh d’ici 2030.

En septembre dernier, ACC indiquait que cet objectif de capacité mobiliserait un investissement de plus de 7 milliards d'euros qui serait soutenu par des subventions publiques et financé par des apports en fonds propres et des emprunts.

" La transformation de l'usine existante (...) va positionner ACC comme le leader européen de la production de batteries et permet de réaffirmer, grâce au soutien du ministère du Développement Economique, le rôle de l'Italie aux côtés de Stellantis pour transformer notre entreprise en tech company de mobilité durable ", a déclaré Carlos Tavares, CEO de Stellantis.

Le groupe issu de la fusion entre PSA et FCA compte également augmenter de 140 GWh sa capacité d'approvisionnement en batteries pour atteindre environ 400 GWh, avec cinq gigafactories prévues et des contrats d'approvisionnement complémentaires.

De son côté, ACC précise que la capacité de production des usines française (Billy-Berclau/Douvrin) et allemande (Kaiserslautern) sera portée à au moins 40 GWh chacune d'ici 2030, contre 24 GWh initialement prévus.

Pour rappel, dans le cadre de son Plan Stratégique Dare Forward 2030, Stellantis a annoncé vouloir vendre 5 millions de voitures électriques (BEV) par an dans le monde d'ici 2030 (100 % des ventes de véhicules particuliers en Europe et 50 % des ventes de véhicules particuliers et de picks up aux États-Unis).

**ANALYSES**

* La Russie est devenue une île. Paradoxe, pour le plus grand pays de la planète comptant d'ailleurs quatorze frontières terrestres. Voire provocation envers une grande puissance influente, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, numéro un mondial des hydrocarbures et intégrée économiquement.

Mais ça, c'était il y a longtemps. Il y a un mois. La Russie est aujourd'hui isolée sur le plan diplomatique, économique, voire culturel comme aucun grand pays ne l'a été de mémoire d'homme.

Le 24 février, Vladimir Poutine a anéanti en un instant trente ans d'intégration internationale. Retour en URSS. Par certains aspects, la Russie d'aujourd'hui est même plus proche de celle de Staline que de Gorbatchev.

Isolement diplomatique et sécuritaire, tout d'abord. Déjà, en 2014, son annexion de la Crimée n'avait été reconnue que par une dizaine de pays « clients » (Venezuela, Syrie, Corée du Nord, Cuba…). La Russie compte aujourd'hui une quinzaine d'obligés en Afrique (Mali, Soudan…), Amérique latine, Caucase, ou Asie centrale pour cause de fourniture d'hydrocarbures, d'armes, ou de mercenaires, mais combien d'alliés véritables ?

Aucun pays au monde ne serait prêt à risquer la vie d'un de ses soldats à ses côtés, hormis la Syrie. Même pas, jusqu'ici, le satellite biélorusse, ni le vieil ami iranien, accaparé par son accord de réintégration avec les pays occidentaux. Moscou n'est membre que d'une seule structure sécuritaire d'envergure, l'Organisation de coopération de Shanghai, au demeurant non opérationnelle puisque comptant des pays rivaux voire ennemis, Inde/Pakistan-Chine. Après avoir été expulsée du G8 il y a huit ans, elle vient de se voir montrer la porte du Conseil de l'Europe.

Le Kremlin s'est aussi infligé un revers géopolitique majuscule en dessillant l'Allemagne, jusque-là relais d'influence candide, voire complaisant. Cette dernière fournit désormais des missiles à l'Ukraine ! Et la motion de l’Assemblée générale de l’ONU, le 2 mars, condamnant l'invasion russe a été votée par 141 membres, un score sans précédent.

Seulement quatre dictatures ont osé voter contre (Bélarus, Syrie, Corée du Nord et Erythrée, mais pas la Chine). Et si 35 pays se sont abstenus, beaucoup l'ont fait par stricte neutralité, comme l'Inde, le Pakistan, le Vietnam, ou par défiance instinctive envers un discours occidental mettant en avant démocratie et droits de l'homme qu'ils jugent, pas toujours à tort, riche en deux poids deux mesures. Mais nombre d'entre eux, notamment africains, étaient révulsés par l'invasion d'un pays souverain pacifique.

L'isolement est aussi culturel et sociétal. Les touristes russes ne peuvent plus se rendre à l'étranger, où leurs cartes bancaires Visa et Mastercard sont d'ailleurs suspendues, que via une dizaine de pays (Chine, Turquie, Arménie, Israël, Emirats arabes unis, Asie centrale..). Leurs sportifs et artistes sont persona non grata dans les grands événements internationaux, de l'Eurovision à la coupe du monde de football.

La plupart des feuilletons, Netflix ou autre, et retransmissions sportives, de la F1 aux championnats de foot, ne sont plus accessibles en Russie. Les réseaux sociaux Twitter, Facebook, Telegram, Instagram et même le chinois TikTok y sont restreints.

Autre illustration de l'expérience de démondialisation sans précédent par son ampleur et sa rapidité dans laquelle a basculé la Russie : selon un décompte de l'université Yale, sur les 430 principales firmes et marques multinationales implantées en Russie, seulement un quart y est encore actif. Dont à peine 24, essentiellement dans l'alimentaire, n'ont pas nettement réduit la voilure.

L'isolement est encore plus net sur le plan économique. Malgré ses immenses réserves en matières premières, la Russie est beaucoup moins autarcique qu'on ne le croit. Ses importations sont équivalentes à 20,5 % de son PIB, un taux élevé pour un grand pays non occidental. Elle va devoir se passer d'une bonne partie de celles provenant des Etats-Unis et de l'Union européenne (42 % du total), pas seulement dans les biens de consommation mais aussi dans les produits semi-finis et technologiques essentiels aux chaînes de valeur et d'approvisionnement complexes et mondialisées.

Le plus grand constructeur automobile russe, Avtovaz, est déjà à l'arrêt depuis trois semaines par pénurie de composants importés. Les compagnies d'aviation russes risquent d'être cloués au sol dans deux mois faute de pièces de rechange, assurance et certification. Les navires russes ne peuvent plus non plus accoster dans de nombreux ports.

Sur le plan financier, il devient difficile pour les firmes russes d'avoir accès à des devises et le défaut de paiement de Moscou sur sa dette en dollar, le premier depuis 1918, semble inéluctable. Le Kremlin a rejoint le club des infréquentables (Irak de Saddam Hussein, Libye de Kadhafi, Syrie, Birmanie, Soudan) dont les réserves de changes de banque centrale, imprudemment placés à l'Ouest, sont gelées.

La Banque mondiale a cessé de travailler en Russie, qui est menacée en outre par Washington et Bruxelles de perdre le bénéfice de la clause de « nation la plus favorisée » (en clair, possibilité de commercer normalement) que lui confère son appartenance à l'Organisation mondiale du commerce. Quant aux investissements étrangers irremplaçables pour faire tourner la machine, hors de l'Occident peu de salut : l'Union européenne en fournit 60 % et les Etats-Unis 15 %, devant la Chine, 14 % et l'Inde, 5 %.

La substitution des industriels et investisseurs occidentaux par des firmes asiatiques, ou africaines est, certes, possible en théorie, mais pas pour tous les produits et services et pour des montants bien moindres (qui est de taille à remplacer l'Allemagne ?) ni pour tout de suite. Réorienter des flux commerciaux et financiers prend du temps.

Existe, évidemment (hormis quelques échappatoires comme le contrat hydrocarbures contre roupies négocié en ce moment avec l’Inde), une porte de sortie, mais une seule : la Chine. Cette dernière va toutefois vraisemblablement attendre de voir où souffle le vent avant de faire ses choix. Et n'a pas les moyens financiers, technologiques ou industriels de remplacer intégralement les Occidentaux en Russie.

Sans compter que, au-delà des déclarations sur « l'amitié sans limites », devoir dépendre de la seule Chine serait une catastrophe pour bien des dirigeants russes : vous pouvez épouser quelqu'un de dix fois plus lourd que vous mais vous dormirez mal. Pour avoir voulu conserver à tout prix l'Ukraine dans sa zone d'influence, la Russie risque de tomber irréversiblement dans celle de la Chine. Voire d'en devenir le vassal.

**L’AGENDA DU 24 mars 2022**

**8h45 en France**

Climat des affaires en mars

**9h15 en France**

Indices des directeurs d'achat (flash) pour le secteur des services et Composite en mars

**9h30 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat (flash) pour le secteur des services et Composite en mars

**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat (flash) pour le secteur des services et Composite en mars

**13h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Commandes de biens durables en mars

**14h45 aux Etats-Unis**

Indices des directeurs d'achat (flash) pour le secteur des services et Composite en mars